

# En Suisse, l'incertitude est devenue la norme

**CONJONCTURE** Des multinationales aux PME, de nombreuses sociétés réduisent leurs effectifs, en citant la fragmentation de l'économie mondiale, l'IA et les droits de douane américains. En même temps, le chômage reste contenu et les prévisions s'améliorent

RICHARD ÉTIENNE

Incertain, incertain. Les Dupond et Dupont diraient même plus: incertitude. Ainsi a-t-on pris l'habitude, ces dernières années, de résumer le contexte qui prévaut dans les milieux économiques. Mais, en cette fin de 2025, le brouillard s'est encore épaissi.

Les annonces de suppressions de postes ou de réorganisations se sont multipliées en Suisse ces dernières semaines. Dans les grandes entreprises comme dans les petites, dans la fonction publique ou le privé, et dans à peu près tous les secteurs.

## De Quantis à Glencore

Mercredi, il y a encore eu Glencore. Le poids lourd des matières premières a fait part de son intention de biffer un millier de postes dans le monde. Un peu plus tôt dans la semaine, on apprenait que Dertour Suisse, dans le tourisme, et Valtronic, un micro-électronicien de la vallée de Joux, licencieraient. Fin novembre, Novartis

et la SSR ont fait état de sévères coupes. Fait notable, les organisations internationales ou publiques ne sont pas épargnées: Swissmedic va se séparer de 10% de son effectif et la Croix-Rouge licencie massivement.

Le fabricant de produits laitiers Cremo enchaîne les pertes, Nestlé se réorganise, Migros et La Poste aussi. Le spécialiste de matériaux de construction Sika supprime 1500 postes, l'agence de voyages pour cargos Kuehne+Nagel et le boulanger industriel Aryzta également. Dans la finance, le chômage bancaire augmente et, à Genève, les organisations internationales sont en crise.

Selon nos informations, à Renens, le rachat du groupe Quantis annoncé en 2022 par BCG se passe mal. Le cabinet de conseils américain licencie un tiers des 70 employés de sa nouvelle filiale vaudoise.

En même temps, le chômage ne croît pas tellement. En novembre, le nombre de demandeurs d'emploi a certes augmenté (+2,7% par

rapport à octobre et +14,7% sur un an) mais le taux de chômage s'est maintenu à 2,9%, a annoncé hier le Secrétariat d'Etat à l'économie.

## Prévisionnistes indécis

Que disent les prévisionnistes? Mercredi, la Commission Conjoncture vaudoise a évoqué une «situation difficile» pour l'industrie tout en relevant que l'économie du canton «reste solide», que le chômage augmente graduellement mais que les créations d'emplois se poursuivent. Mardi, l'OCDE a tablé sur une croissance modérée du PIB suisse en 2026 et 2027 et a parlé de «perspectives qui devraient s'améliorer» avec l'arrivée de droits de douane à 15% au lieu des 39% promulgués en août.

Une analyse de la banque Raiffeisen publiée le même jour estime toutefois que les exportateurs restent exposés à des «vents contraires considérables» et que «les droits de douane américains de 15% pèsent encore lourdement». A fin novembre, l'institut

KOF a affirmé que l'économie suisse maintenait son cap, malgré une contraction au troisième trimestre.

## «L'économie reste globale mais les règles ne le sont plus et c'est plus cher»

STÉPHANE GARELLI, PROFESSEUR ÉMÉRITÉ À L'IMD

Stéphane Garelli, professeur émérite à l'IMD, y voit un mélange de trois facteurs. «Il y a un effet saisonnier: il y a chaque année plus d'annonces en décembre, quand les entreprises préparent leur budget de l'année suivante», affirme-t-il, en ajoutant que les patrons utilisent volontiers «l'alibi» des technologies pour restructurer. «Hier c'était la robotique et l'automatisation,

aujourd'hui l'IA», estime Stéphane Garelli. La fragmentation du monde est aussi associée à une hausse des coûts, selon le professeur. «L'économie reste globale mais les règles ne le sont plus et c'est plus cher», indique-t-il en citant le cas des systèmes de paiement qui varient de plus en plus d'un pays à l'autre.

«Il y a beaucoup de pression sur les coûts et il faut compter avec l'impact de l'IA sur les emplois», estime pour sa part Jean-Philippe Bertschy, analyste chez Vontobel. «On ne voit pas de répercussions sur les chiffres, mais attendons de voir en 2026», ajoute celui qui estime que, le 11 décembre, la décision de la BNS d'abaisser ou non son taux d'intérêt, pour l'instant à 0%, sera déterminante.

## Signaux contradictoires à l'international

A l'étranger, difficile d'y voir plus clair. Aux Etats-Unis, le secteur privé a détruit 32 000 emplois en novembre. Au Brésil, le chômage est au plus bas. L'économiste en

chef du groupe Trafigura estime qu'en 2026 la consommation de pétrole sera très basse en Chine, mais on peut autant y voir un signe de conjoncture morose que d'électrification du parc automobile.

En Europe, l'économie allemande traverse «sa crise la plus profonde» de l'après-guerre, a averti mardi la fédération industrielle BID. En Finlande, le nombre record de demandeurs d'emploi pousse le pays à s'interroger sur son modèle social, alors qu'en Italie le chômage est redescendu et qu'au Royaume-Uni la croissance est meilleure que prévu.

Dans une analyse publiée mercredi, Economiesuisse indique que l'économie mondiale croît «imperturbablement» de 3% par an, et que ce sera encore le cas en 2026. La faitière estime toutefois que le protectionnisme pèse sur l'économie suisse et prévoit une croissance de 1% du PIB helvétique l'an prochain, contre 1,2% en 2025. «L'incertitude est devenue la nouvelle normalité», souligne l'organisation. ■